

**ASSOCIATION DE GESTION DU S3PI
DE L'ARTOIS**

Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

Rapport sur les comptes annuels
du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

A l'Assemblée Générale des Membres de l'Association de
Gestion du S3PI de l'Artois,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de Gestion du S3PI de l'Artois relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau de l'Association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Lens, le 11 mars 2025

Le Commissaire aux comptes

REVILENS

Représenté par



Nicolas MEURIN

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

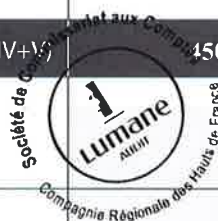
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Association de Gestion du S3PI-ARTOIS

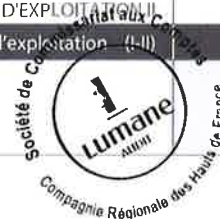
Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Fonds commercial ⁽¹⁾				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	58 083	56 999	1 083	1 491
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	58 083	56 999	1 083	1 491
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat. out. industriels	50 556	34 098	16 457	
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations grevées de droit				
	Autres				17 891
	TOTAL	50 556	34 098	16 457	17 891
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	Participations et créances rattachées	51 480		51 480	51 480
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL	51 480		51 480	51 480
Total I		160 119	91 097	69 021	70 862
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Avances et acomptes versés sur commande				
	Créances ⁽²⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	17 515		17 515	7 044
	TOTAL	17 515		17 515	7 044
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	140 000		140 000	140 000
	Instruments de trésorerie				
Disponibilités	Disponibilités	223 202		223 202	224 171
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	741		741	1 783
	TOTAL II	381 459		381 459	372 998
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		541 579	91 097	450 481	443 861
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				
Engagements reçus	Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutairement compétents Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre Autres				



Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	183 582	
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. Inv, biens renouvelables)		183 582
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Apports		
	Legs et donations		
	Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	3 686	
	Réserves pour projet de l'entité		
	Réserves		3 686
	Autres		
Autres fonds propres	Report à nouveau	178 816	178 024
	Excédent ou Déficit de l'exercice	-1 489	791
	<i>Situation nette (sous total)</i>	364 595	366 085
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Droit des propriétaires (commodat)		
	Total I	364 595	366 085
	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total I bis		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	30 287	28 859
	Total III	30 287	28 859
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Avances et acomptes reçus ⁽³⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 160	3 402
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	37 938	35 514
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	7 500	10 000
	Total IV	55 599	48 917
	Écart de conversion Passif V		
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	450 481	443 861
	Renvois		
	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		
	Dettes sauf (3) à plus d'un an		
	Dettes sauf (3) à moins d'un an		48 917
Engagements donnés	Sur legs acceptés		
	Autres		



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	104 750	72 922
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	Montant net du chiffre d'affaires		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	111 180	125 468
Charges d'exploitation	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	2 500	
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 019	1 827
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	2	62 552
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	220 451	262 770
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		2 035
	Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnements		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	39 513	81 251
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	922	970
	Salaires et traitements	128 070	125 076
	Charges sociales	50 224	48 584
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 938	7 598
	Dotations aux provisions	1 428	2 132
	Subventions versées par l'association		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	3	0
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	228 101	267 650
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-7 649	-4 879
Renvois	(1) Y compris redevances de crédit-bail : mobilier immobilier		



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	7 530	6 327
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		7 530	6 327
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	161	61
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERS IV		161	61
2. Résultat financier (III-IV)		7 369	6 266
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-280	1 387
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		1 209	596
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs IX			
Engagements à réaliser sur ressources affectées X			
Total des produits (I + III + V + IX)		227 982	269 098
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII + X)		229 471	268 307
EXCÉDENT (ou déficit) aux Comptes		-1 489	791
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		12 000	12 000
Bénévolat		60 900	60 900
TOTAL		72 900	72 900
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		12 000	12 000
Prestations en nature			
Personnel bénévole		60 900	60 900
TOTAL		72 900	72 900

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024

S3PI de l'Artois



1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association de Gestion du S3PI-ARTOIS a pour but d'assurer la mise en place et la gestion des moyens matériels, financiers et humains nécessaires au bon fonctionnement du S3PI ARTOIS sur la base des orientations et des décisions arrêtées par le Comité de Suivi et le Conseil d'Orientation du S3PI-Artois.

Le S3PI-ARTOIS a pour buts, vocations et missions :

- d'améliorer la connaissance mutuelle et l'échange d'informations entre les différents membres
- de promouvoir une concertation et une réflexion locales en faveur de l'amélioration de l'environnement et de la gestion des risques majeurs,
- de suivre et évaluer la mise en œuvre des projets régionaux au niveau local,
- de décliner localement des actions d'information et de sensibilisation de la population et des collectivités territoriales sur l'environnement et des risques majeurs
- de mettre en œuvre dans le domaine de la prévention des pollutions avec ses moyens propres et les moyens qui lui sont donnés ou mis à disposition des études en matière d'environnement
- d'assurer le secrétariat des Commissions de Suivi de Sites (CSS) pour les sites SEVESO et les installations de traitement des déchets.

Le S3PI-ARTOIS entend ainsi contribuer à la poursuite d'un développement économique qui soit respectueux de l'environnement et du cadre de vie, notamment en s'associant, en coopérant ou en prenant une part active à toute Initiative conforme à ses buts, dans le cadre d'un développement durable.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.



2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'activité de S3PI de l'Artois est de traiter les questions liées à l'environnement industriel :

- Favoriser l'information
- Privilégier la concertation visant à prévenir les risques ainsi qu'à réduire les pollutions et nuisances résultant des activités économiques
- Contribuer à la prévention des risques majeurs
- Organiser des débats dans un lieu neutre de concertation
- Piloter les études requises en vue d'améliorer la connaissance des pollutions et les réduire
- Valoriser les actions menées sur le territoire
- Informer le public

Le périmètre des activités listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Traiter les questions liées aux eaux superficielles et souterraines, à l'air, aux sites, sols et paysages et à la préservation des ressources naturelles
- Traiter les questions liées aux résidus industriels et urbains de toute nature, à la gestion et à la réhabilitation de sites et sols pollués, au bruit, aux odeurs et de manière générale aux émissions polluantes de toute nature et de toute origine pouvant porter atteinte à l'environnement ou à la santé publique
- Traiter les questions liées à l'intégration dans l'environnement et le caractère durable pour les nouveaux projets publics ou privés, l'économie et les technologies de l'environnement, l'aménagement et la réhabilitation des territoires et la conservation des paysages
- Traiter les questions liées aux risques d'accidents majeurs dus à l'activité industrielle ainsi qu'aux catastrophes naturelles



3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Tenue de commissions Milieux, Santé/environnement, Nouveaux projets, Risques technologiques et industriels
- Diffuser de l'information au public par l'intermédiaire de S3PI Infos presse
- Publier des études liées à l'environnement industriels



4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.



5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

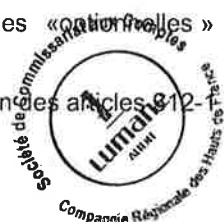
Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1



6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.



L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-	-
	Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	58 083	-	-	-	58 083
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	4 171	-	-	-	4 171
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	40 288	6 097	-	-	46 386
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	44 459	6 097	-	-	50 556
Immobilisations financières	Participations	51 480	-	-	-	51 480
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	51 480	-	-	-	51 480
Total général		154 022	6 097	-	-	160 119



6.1.1.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			6 097		
Immobilisations financières					
TOTAL			6 097		

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	56 592	407	-	56 999
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	3 847	186	-	4 013
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	22 720	7 365	-	30 085
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		26 568	7 531	-	34 098
Total général		83 159	7 938	-	91 098

6.1.2.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		407		
Immobilisations corporelles		7 531		
TOTAL		7 938		

6.1.2.2 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	L	20% à 33%
Immobilisations corporelles		10% à 33%
Immobilisations financières		
Total		

6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Non applicable

6.1.4 Réévaluation

Non applicable

6.1.5 Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.



6.1.6 Frais d'établissement

Non applicable

6.1.7 Frais de développement

Non applicable

6.1.8 Donations temporaires d'usufruit

Non applicable

6.1.9 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Non applicable

6.1.10 Actifs inaliénables

Non applicable

6.1.11 Informations relatives aux filiales et participations

Non applicable

6.1.12 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Non applicable



6.1.13 Prêts aux partenaires

Non applicable

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

Non applicable

6.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

6.2.2.1 Créances reçues par legs ou donations

Non applicable

6.2.2.2 Dépréciations

Non applicable

6.2.2.3 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

- Charges d'exploitation représentant 741.53 € contre 1 783.53 € l'exercice précédent.

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres, en raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.



6.3.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.



Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	183 583				183 583
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	3 686				3 686
Report à nouveau « dont report à nouveau des activités sociales et médico- sociales sous gestion contrôlée	178 025	791			178 816
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	791	-791		-1490	- 1490
Situation nette	366 085	0	0	- 1490	364 595
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	366 085	0	0	- 1490	364 595

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires	183 583			183 583
Fonds propres complémentaires				
• Première situation nette établie				
• Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
• Dotations non consommables				
• Autres apports sans droit de reprise				

6.3.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Non applicable pour l'exercice pour notre entité.

6.3.2 Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise (dont dotations non consommables)

6.3.2.1 Fonds statutaires

Non applicable

6.3.2.2 Dotations non consommables (fondations et fonds de dotation)

Non applicable

6.3.2.3 Autres fonds propres sans droit de reprise

Non applicable

6.3.3 Autres informations sur les fonds propres avec droit de reprise

6.3.3.1 Fonds statutaires

Non applicable

6.3.3.2 Autres fonds avec droit de reprise

6.3.4 Ecarts de réévaluation

Non applicable

6.3.5 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.

6.3.5.1 Réserves pour projet de l'entité

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

Intitulé des projets	Montant début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat)	Diminution de l'exercice (consommation par investissement)	Montant fin exercice
Projet 1	3 686				3 686
Projet 2					
Projet 3					

6.3.6 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion

Non applicable

6.3.7 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Le résultat de l'exercice s'élève à – 1 489.72 €.



6.3.8 Fonds propres consommables (dotations consommables fondations et fonds de dotation)

Non applicable

6.3.9 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Non applicable

6.3.10 Provisions réglementées

Non applicable

6.3.11 Autres fonds propres

Non applicable

6.4 Fonds reportés et dédiés

Non applicable

6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Situations et mouvements				
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	28 859	1 428		30 287
Total	28 859	1 428		30 287

6.5.1 Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	1 428		
Total	1 428		

6.6 Provision pour risques et charges

6.6.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	30 287		30 287
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

- Il s'agit de la provision constituée pour les indemnités de fin de carrière (départs en retraite).
- Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :
 - Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,
 - Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :
 - Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie), 65 ans
 - Taux d'actualisation : 2.54%
 - Taux d'augmentation annuel des salaires : 4.25%
 - Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 45%.

6.6.2 Provisions pour médaille du travail

Non applicable

6.6.3 Provisions pour reversement d'une subvention

Une provision pour reversement de subvention est comptabilisée dès qu'il apparaît probable qu'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire ne pourront être atteints.

6.6.4 Provisions pour charges sur legs et donations

Non applicable

6.7 Dettes

6.7.1 Emprunts et autres dettes assimilés

6.7.1.1 Emprunts obligataires, titres associatifs et assimilés

Non applicable

6.7.1.2 Partenaires - comptes courants

Non applicable

6.7.2 Dettes des legs ou donations

Non applicable

6.7.3 Précisions sur d'autres dettes

6.7.3.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance significatifs sont les suivants :

Produits d'exploitation représentant 7 500 € contre 10 000 € l'exercice précédent correspondant à une campagne de sensibilisation sur quatre ans.



6.7.3.2 Subventions à reverser

Non applicable

6.8 ***État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice***

Toutes les créances et dettes ont une échéance inférieure à 1 an.



7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre (= libre)	1 489.72	
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)		
• Résultat de l'exercice	1 489.72	

7.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

Non applicable

7.3 Produits du compte de résultat

7.3.1 Cotisations

7.3.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

7.3.1.2 Cotisations avec contrepartie

Les cotisations avec contrepartie sont les cotisations ayant une autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.



7.3.2 **Ventes de biens et services**

Non applicable

7.3.3 **Produits de tiers financeurs**

7.3.3.1 **Concours publics et subventions d'exploitation**

7.3.3.1.1 **Concours publics**

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Non applicable

7.3.3.1.2 **Subventions**

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »



7.3.3.1.3 Tableau des subventions et concours publics

	Subventions et cotisations 2024	Subventions et cotisations 2023
DREAL	55 000	69 288
CU ARRAS	9 120	9 120
C AGGLO ARTOIS	17 158	17 158
S3PI DISTRICT LENS	15 360	15 360
CCI ARTOIS	6 000	6 000
S3PI CC ST POLIOS	542	642
S3PI – CA HENIN CARVIN	8 000	8 000
FINANCEMENTS INDUSTRIELS	104 750	72 923
TOTAL	215 930	198 491

7.3.3.2 Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable

- Quote-part Industriels Campagne d'information : 2 500€.

7.3.3.3 Ressources liées à la générosité du public

Non applicable

7.3.3.3.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Non applicable

7.3.3.3.2 Mécénats

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.



Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature

Non applicable

7.3.3.3 Legs, donations, assurance vie

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par ex, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité

7.3.3.4 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par exemple, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

7.3.3.4.1 Contributions financières sans contrepartie

Non applicable

7.3.3.4.2 Contributions financières avec contrepartie

Non applicable

7.3.4 Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges

Non applicable



7.3.5 Utilisations des fonds dédiés

- Utilisation de fonds reportés :
- Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation :
- Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes :
- Utilisations des fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public :

Non applicable

7.3.6 Autres produits (d'exploitation)

Les autres produits dont le montant est significatif sont :

- Produits financiers : 7 531 € dont 5 039 € imposables à l'Impôt sur les Sociétés.

7.4 Charges du compte de résultat**7.4.1 Achats de marchandises et variation des stocks**

Non applicable

7.4.2 Autres Achats et charges externes

Le montant global est de 39 513 € pour l'exercice 2024.

7.4.3 Aides financières

Non applicable

7.4.4 Impôts, taxes et versements assimilés

Le montant global est de 922 € pour l'exercice 2024.

7.4.5 Salaires et traitements, charges sociales

Le montant global est de 178 294 € pour l'exercice 2024.

7.4.6 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Les dotations aux dépréciations comprennent celles relatives aux legs ou dons en nature et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public.

Le montant global est de 7 938 € pour l'exercice 2024.



7.4.7 Dotations aux provisions

Les dotations aux provisions comprennent celles relatives aux indemnités de départ à la retraite.

Le montant global est de 1 428 € pour l'exercice 2024.

7.4.8 Reports en fonds dédiés

Non applicable

7.4.9 Autres charges

Le montant global est de 3 € pour l'exercice 2024.

7.5 Résultat Financier

Les aides financières (§7.4.3) ne font pas partie du résultat financier. Elles sont rattachées à un poste distinct « Aides financières » en charges d'exploitation, ou figurent en charges exceptionnelles (si elles ne relèvent pas de l'activité normale).

Le résultat financier s'élève à 7 369 € pour l'exercice 2024.

7.6 Résultat exceptionnel

Non applicable

7.7 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.



- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

Les locaux occupés par l'Association, mis disposition par la DREAL, représentent une surface de 42,50 m².

Cette estimation fait ressortir une surface de 42,50 m² qui ont été valorisées au m² pour 2024 aux locaux de mêmes types proposés à la location.

- Valorisation du loyer potentiel : 12 000 €

L'estimation des heures de mise à disposition du personnel de direction a été effectuée sur la base de 70% d'un temps plein par an (temps passé en moyenne par le directeur bénévole actuel)

Cette estimation fait ressortir un nombre d'heures de 1273 heures qui ont été valorisées au tarif horaire et charges sociales et fiscales correspondant à un coût représentatif du marché :

- Valorisation au coût du marché (salaires+charges) : 60 900€

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Obtenu :</i>		
Mise à disposition gratuite de locaux	Prix du marché	12 000
Bénévolat de direct	Tarif du marché	60 900
TOTAL		72 900

7.7.1.1 **Honoraires des commissaires aux comptes**

	CAC 1
• Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	2 640
• Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	2 640

8 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

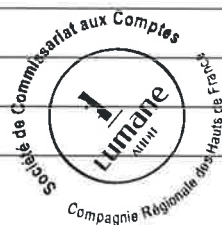
Non applicable



9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	1
Ouvriers	
Total	3



10 ***Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan***

Non applicable

